## MERCREDI 1ER MAI 2015

## CEREMONIE DE REMISE DES MEDAILLES DU TRAVAIL ALLOCUTION DE MONSIEUR DOMINIQUE BAERT, DEPUTE-MAIRE

Madame, Monsieur les Conseillers départementaux, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil municipal, Mesdames et Messieurs, Chers médaillés.

C'est pour vous que nous sommes réunis ici ce matin, dans cette salle du centre socio-écucatif, vous les 142 médaillés de cette promotion 2015. Vous êtes 33 médaillés grand or pour 40 années de travail, 36 médaillés d'or pour 35 ans, 33 médaillés de vermeil pour 30 ans, et 40 médaillés d'argent pour 20 ans de travail.

➤ Le 1<sup>er</sup> mai à Wattrelos, c'est d'abord vous ; c'est d'abord vous <u>féliciter</u> pour ces années, vos années de travail, parce que tant d'années ce n'est pas rien. Dites, comptez un peu : ensemble, vous représentez 4 370 années de travail : quand on sait qu'on est en 2015, on mesure plus aisément ce à quoi se comparent, dans l'échelle du temps, ces 4 370 années : plus de deux fois ce qui sépare le monde moderne de Jésus-Christ, et on remonte à une époque où les habitants de la France n'étaient même pas encore les Gaulois !

Je le dis avec un peu d'humour, mais surtout avec beaucoup de respect. Car cette cérémonie a d'abord et avant tout pour objet de vous exprimer une <u>reconnaissance</u>. Une reconnaissance de la République qui, en vous décernant une médaille, vous met à l'honneur. Une reconnaissance de votre ville de résidence, qu'elle soit de naissance ou d'adoption, car en travaillant, en *ouvrant* dans nos entreprises wattrelosiennes ou d'ailleurs, en vivant ici, vous faites vivre notre économie locale, vous faites vivre, croître, évoluer Wattrelos ; et si les historiens savent que Wattrelos a plus de 1 000 ans d'histoire, donc d'existence, si elle est toujours là, si elle a su être un lieu de vie pour ses habitants, c'est grâce à celles et ceux qui lui ont permis de continuer à exister, à s'animer, à accueillir. On l'oublie trop souvent, mais tous les démographes, sociologues, et géographes savent cela : la désertification des campagnes, celle des anciennes villes industrielles, cela existe en France, y compris dans notre région. Si Wattrelos a été ce qu'elle fut toutes ces dernières décennies et continue d'être ce qu'elle est, c'est aussi grâce à votre travail ; les plus jeunes de nos concitoyens vous doivent reconnaissance de votre labeur.

C'est pour cela que, même si pour des raisons de nombre, cette cérémonie ne peut se tenir à l'Hôtel de ville, je tiens à ce qu'elle ne soit pas dénuée de solennité. Chacun à votre place, dans votre entreprise, dans votre quartier, dans votre petite part de ville, vous avez apporté votre pierre à la prospérité de cette ville, à son tissu social, à ce maillage humain qui en fait son identité.

Car ne l'oublions pas, si avec ces médailles du travail, la République honore des travailleurs, cela ne concerne pas simplement que celui ou celle qui a travaillé, mais leur famille tout entière.

La reconnaissance que j'exprimais il y a un instant, c'est aussi à l'égard de la vie familiale qu'elle s'apprécie. Pour aller travailler, c'est à votre famille que vous enlevez du temps, mais, en sens inverse, c'est aussi par votre travail que vous avez pu faire vivre votre famille.

A dire vrai, cette médaille que dans un instant je vais vous épingler, cette médaille, c'est plus que votre travail, c'est votre vie!

Elle rappelle votre labeur, tous ces petits matins arrachés à vos proches, à vos enfants, et à votre chez-vous, toutes ces soirées de retour où vous rentriez fatigués, contrariés, préoccupés, toutes ces journées au bureau, à l'atelier, ces horaires matinaux, tardifs, de nuit ou de week-end, décalés avec les heures d'école et qui contraignent à des arrangements familiaux parfois compliqués, ces instants de découragement parfois, de colères face à l'injustice d'une promotion, d'une sanction ou d'une mutation, mais aussi ces moments de bonne humeur, de plaisanteries entre collègues, de belles rencontres, de loisirs ou de vacances entre copains, voisins, collègues et amis. Cette médaille, c'est bien plus qu'un ruban, et qu'un morceau de métal, qu'il soit d'or, de vermeil ou d'argent, elle synthétise votre carrière dans la même entreprise, le même organisme, ou pour celles et ceux qui ont connu des employeurs multiples, tous les changements et le travail accompli chez chacun.

Cette médaille n'est pas que le constat des années qui ont passé, c'est une médaille de la satisfaction du travail accompli ; Mesdames et Messieurs, elle est votre vie, elle est vous ! Arborez-là, soyez-en fiers comme je le suis de vous la remettre ce matin !

Cela vaut bien une cérémonie officielle.

Le 1<sup>er</sup> mai à Wattrelos, c'est aussi un moment, une référence de **fraternité sociale**.

Historiquement, chacun le sait, le 1<sup>er</sup> mai ce sont des souvenirs d'histoire, de l'histoire tragique, sanglante, de manifestations ouvrières. C'est la grève générale, et l'attentat dramatique de Chicago le 1<sup>er</sup> mai 1886, plus près de nous la fusillade de Fourmies le 1<sup>er</sup> mai 1891, alors que les ouvriers revendiquent la journée de 8 heures du lundi au samedi, seul le dimanche étant chômé. C'était il y a à peine un siècle.

A Wattrelos, ville ouvrière, il y a un siècle, le 1<sup>er</sup> mai était une grande journée festive et politique. Témoin en 1922 ou en 1923, par exemple, où la journée commençait par un concours de pêche, un grand concours de pigeons voyageurs, puis un grand défilé, qui passe devant le Conseil municipal rassemblé sur les marches de la mairie, un meeting sur la Grand Place avec des personnalités nationales et locales, un tournoi de foot, une course de vélo au Sapin Vert, un concert à la Maison du Peuple, une fête aérostatique au Touquet à côté du sentier Misère, et une fête de gymnastique avec la Gauloise et la Patriote, avant plusieurs concerts à la Vieille Place et au Saint-Liévin, et un feu d'artifice à 22 heures, place du Moulin. Et je cite la fin de l'arrêté du maire d'alors, Henri Briffaut : « L'ordinaire des hospitalisés sera amélioré et le sou de poche augmenté. Les habitants sont invités à pavoiser ».

Bien sûr, tout cela, c'était avant, avant la télévision notamment, et les temps ont changé. Ici comme ailleurs, les cortèges peinent à recruter, et les manifestations collectives, qu'elles soient revendicatives ou festives, attirent moins que les moments en famille ou chez soi. Mais si les manifestations, dans leur volume ont disparu, leur esprit demeure, **cet esprit de « fraternité sociale »** (noté par un journaliste à l'époque) que j'évoquais il y a un instant. Une fraternité qui s'abreuve : de quelques manifestations festives encore sur notre ville, tels le tir à l'arc au parc urbain, ou la pétanque à Jean-Zay ; de cette cérémonie pour vous les médaillés, ici au CSE ; mais aussi, le geste est symbolique mais bien dans la tradition wattrelosienne, avec les enfants du Conseil municipal des enfants, qui, à l'entrée de cette salle, vendent du muguet au profit d'Horonia, épicerie solidaire qui vient en aide aux plus démunis.

Par ce geste de solidarité, nos jeunes prouvent, si besoin était, qu'ils sont bien les héritiers de nos grands ancêtres, et que Wattrelos, malgré le temps qui passe, sait rester Wattrelos, Wattrelos la fraternelle, la sociale, la solidaire.

➤ Enfin, s'il est votre fête, et la poursuite de la tradition sociale de notre ville, le 1<sup>er</sup> mai est aussi et surtout fête du travail. Depuis 1948. Oui, ce travail qui permet de vivre, de faire vivre sa famille, d'élever ses enfants, ce travail qui émancipe et donne dignité, ce travail dont on ne se satisfait pas toujours, du fait de sa rudesse ou de son revenu, mais que par ces temps de crise durable, on est si souvent soulagé d'avoir, et que l'on est inquiet de ne pas avoir ou de ne pas retrouver.

Le travail cimente la société ; son absence, son manque la déstructurent, gangrènent les relations sociales, minent en profondeur la confiance de nos concitoyens dans leurs institutions, et en France comme en Europe, avivent le doute, les peurs et alimentent les aventures politiques extrêmes. Et c'est préoccupant!

Car si, en ce 1<sup>er</sup> mai 2015, on fête le travail, c'est d'abord à l'emploi que chacun pense. Pour lui, pour ses proches, pour ses enfants demain.

Le cancer du chômage ronge les consciences, inquiète les familles, obscurcit l'avenir tant collectif qu'individuel. Chaque mois, l'annonce des statistiques du nombre de demandeurs d'emplois, ravive ou douche les espoirs, encore ces derniers jours. Et que plusieurs mois de suite, les statistiques soient mauvaises, et voilà, à juste titre, que la confiance des ménages se dégrade, que l'ambiance se fait plus morose, et que les doutes reprennent chez beaucoup de nos concitoyens, tandis que d'autres proclament « qu'ils n'y croient plus », et sont prêts à écouter n'importe quoi, et même n'importe qui, pourvu qu'il leur promette la lune, ou plus exactement le retour miracle à un monde où les entreprises et les emplois seraient nombreux et disponibles pour tous.

Sauf que dans un pays, la France, qui compte 3,5 millions de chômeurs, une dette publique de 2000 milliards d'euros, un déficit de son commerce extérieur de plus de 60 Mds€ (alors que son principal client et fournisseur voisin, l'Allemagne, avec la même monnaie, l'euro, a un excédent de 160 milliards d'euros), dans la France qui empruntera en 2015 près de 190 milliards d'euros sur les marchés internationaux pour financer son déficit et le paiement de ses dettes anciennes, on ne peut pas dire ou faire croire n'importe quoi !

Combattre le chômage, ce n'est pas qu'une question de foi, c'est une question de vérité économique. Et il n'y a d'ailleurs pas qu'une seule vérité économique, il y en a plusieurs. Pour ma part, j'en vois deux.

• <u>La première</u>, c'est que **créer des emplois, ça ne peut pas se faire sur des illusions.** La France a besoin de retrouver des emplois durables, et ce n'est pas par des discours simplistes, ou de facilité qu'elle y parviendra. Chacun conserve au fond de lui-même le souvenir de la croissance économique des années 50/60, où l'emploi était facile, où on le croyait sûr à jamais. Et qui ne rêve pas de retrouver cette époque ? C'est humain, c'est logique ! Mais croire que pour y parvenir, il suffit de fermer les frontières, de taxer les importations, de sortir de l'Europe et de l'euro, bref de transformer la France en grand village gaulois auto-suffisant et sûr de lui-même, flatte peut-être l'orgueil national et fait rêver les nostalgiques, mais tout cela ne correspond à aucune réalité économique sérieuse ! Celui, ou celle, qui dit vouloir ainsi relancer croissance et emploi, est un illusionniste, un menteur ou un incompétent.

Car au contraire, au bout de ce discours, ce qui nous attendrait, c'est l'effondrement des entreprises exportatrices, le renchérissement des importations et donc des pertes de pouvoir d'achat, des pertes de marchés et des suppressions massives d'emplois et donc des pertes de revenus, une dépression de la demande, des fermetures d'entreprises, des licenciements massifs, et un étranglement de la France par sa dette dont la dégradation des conditions financières serait insupportable.

Tant pis si je déplais, mais, voyez-vous Mesdames et Messieurs, j'aime la politique parce que c'est la vie de la cité, c'est la vie de tous les jours de mes concitoyens, et j'aime les gens. Et moins que tout je ne peux apprécier qu'on leur mente, qu'on cherche à abuser de leur crédulité, qu'on utilise leurs difficultés et leurs souffrances pour les bercer d'illusions dangereuses.

Je crois à la sincérité et à la vérité dans la chose publique, et donc en politique. Et précisément, la réalité économique est la première des vérités.

Voilà pourquoi j'enrage d'entendre ou de lire des choses aussi absurdes qu'irréelles, et que je considère que mon premier devoir, à moi à qui vous avez fait confiance, c'est de les dénoncer!

• Car, en sens inverse, <u>la seconde vérité économique</u> sur laquelle, en revanche, je veux insister, c'est que **créer des emplois, c'est créer les conditions de l'existence durable de ces emplois.** 

Le temps où l'Etat créait une entreprise, produisait et vendait lui-même est révolu, et ne reviendra plus. L'Etat ne peut plus faire lui-même, il ne peut que faire faire. Et dans une France qui souffre d'un déficit extérieur, d'un déficit d'emplois, et d'un déficit public, les marges d'actions sont à la fois limitées, financièrement, et évidentes en stratégie.

Pour ne pas céder à la facilité de la demande qui certes crée des emplois rapidement, mais peu de temps et sans résoudre les problèmes de fond, la stratégie réaliste vise à **créer les conditions** d'emplois durables, c'est-à-dire d'entreprises qui ont des marchés et des coûts compétitifs.

La CICE, crédit d'impôt compétitivité emploi, du Pacte de Responsabilité vise ainsi à restaurer les marges des entreprises, à renforcer leur capacité à investir, à améliorer donc leur compétitivité et donc leur capacité à embaucher demain. Les allégements de charges au 1<sup>er</sup> janvier 2015 du Pacte de Solidarité améliorent par ailleurs les coûts de production.

Les choix ont donc été faits pour rendre possible une reprise de la croissance et des emplois, et changer en profondeur l'horizon économique et social de la France. Mais cela suppose deux choses :

- D'abord **du temps** : parce que le processus, reconstitutions de trésoreries, décisions d'investir, gains de productivité, nouveaux marchés, donc créations d'emplois, pour vertueux qu'il soit, prend du temps, 18 à 24 mois, et que malheureusement, le temps politique et médiatique de l'opinion publique n'est pas toujours le temps économique ;
- La seconde chose, urgente aujourd'hui, c'est que si l'Etat crée les conditions, les décideurs, ceux qui ont la clé de la locomotive dans les mains, ce sont les chefs d'entreprise, les patrons. Et le message à leur passer en ce 1<sup>er</sup> mai 2015, c'est : investissez, et embauchez!

Chefs d'entreprise, vous avez bénéficié du Pacte de Responsabilité, les charges sociales salariales ont été allégées, la croissance s'améliore, l'euro baisse, le prix du pétrole baisse, les taux d'intérêt sont très bas, la consommation des ménages réalise en 2014 sa meilleure augmentation depuis 2010, l'indicateur de confiance des ménages s'améliore et atteint son meilleur niveau depuis 2010 : qu'attendez-vous ?

Aucun frein n'existe plus à l'investissement!

Les politiques publiques sont cohérentes, les emprunts sont à faible intérêt, et les banques ne sont pas restreintes dans leurs prêts par leurs contraintes prudentielles ; les taux de marge des entreprises se redressent ; et l'animation de la croissance européenne va ouvrir de nouveaux marchés. Donc, allez-y!

Pour que la France recrée clairement des emplois, il faudrait que la croissance française soit à 2 % à l'horizon 2016 ; c'est possible : mais à une condition : que l'investissement des entreprises connaisse une reprise nette, supérieure à 5 % !

## C'est cela l'enjeu du moment, et de l'avenir!

L'accélération de l'amortissement des investissements réalisés du 15 avril 2015 au 15 avril 2016, récemment décidée par le Gouvernement, renforce le dispositif d'appui, et veut créer l'étincelle de la reprise. Alors, il ne faut pas attendre, il ne faut plus tarder !

Oui, investissez et embauchez, car la réanimation de la croissance et la reprise de la création d'emplois dépendent maintenant vraiment de vous ! Les moyens sont là, il faut maintenant un acte de confiance dans l'avenir, il faut un signal positif, il faut, il est urgent que l'investissement reprenne !

Mesdames et Messieurs, il y a plus de 120 ans, à la tribune de la Chambre des Députés, Jean Jaurès proclamait : « La République doit aboutir à la République sociale ».

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, dans la France mais aussi dans l'Europe d'aujourd'hui, cette proclamation reste d'actualité.

Certes, la France a un modèle social, qui assure à la fois l'architecture de ses relations sociales, la couverture des risques à la fois de santé, de retraite et d'assurance-chômage ; il structure notre société et amortit les chocs et les pertes de revenus en cas de difficultés.

En ce 1<sup>er</sup> mai 2015, l'autre urgence, c'est de l'affirmer : notre modèle social, il faut peutêtre, sans doute même, le moderniser, mais il faut surtout le protéger, car il est lui-même protecteur ! Il protège notre économie, les plus faibles, et notre cohésion sociale. Ce faisant, il protège la République ! Bien sûr, il peut, il doit être modernisé, adapté aux réalités du monde d'aujourd'hui. Oui, c'est vrai, et ceux qui voyagent loin le savent : à l'étranger, aux Etats-Unis, en Inde, en Chine, on raille parfois, souvent, le modèle français, avec un vrai droit du *travail-bashing* : on y met pêle-mêle les 35 heures, le CDI, le Smic, l'assurance-chômage, l'inspection et le code du travail... Cela doit être entendu bien sûr, car la France a besoin d'investisseurs internationaux non seulement pour ses besoins financiers, mais surtout pour créer, déployer ici des projets de capacités de production supplémentaires et des emplois nouveaux.

Entendu oui, expliqué sûrement, défiguré, démonté certainement pas!

Notre modèle social doit être en effet préservé, protégé. Déjà en France il y a beaucoup de précarité, trop peut-être: 17 % d'emplois précaires ; sur les 23 millions de contrats signés chaque année en France, 85 % sont des CDD ; il y a 600 000 intérimaires, 910 000 autoentrepreneurs ; et les 1,7 million de ruptures conventionnelles depuis 2008 sont là pour rappeler qu'en France, contrairement aux caricatures colportées à l'étranger, il n'y a pas que des rigidités.

Au contraire, dans la France de 2015, il est essentiel que les salariés puissent avoir des assurances sur leur avenir. On l'a trop peu dit, mais les droits rechargeables de la dernière convention-chômage et le compte personnel-formation récemment créé par la loi sont **deux avancées sociales récentes majeures pour notre histoire sociale.** 

Face à la crise, notre modèle social à la française est précieux : il agit comme un bouclier social, un amortisseur de chocs sociaux autant qu'économiques. Beaucoup de pays européens, la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, ont perdu 10, 20 ou 30 % de leur richesse, ont licencié des centaines de milliers de fonctionnaires, ont réduit salaires et retraites là aussi de 10, 20 %... Cela la France ne l'a pas connu. Oui, gel des rémunérations, hausses des cotisations et des taxes ne sont pas agréables, oui des souffrances, des difficultés à vivre il y en a, mais précisément, nos systèmes sociaux, notre modèle social nous ont préservés, protégés du pire.

Des libéraux, à droite et à l'extrême droite, rêvent de le démanteler ; à l'extrême gauche, on veut tellement le charger qu'on le condamne à l'explosion! Notre pays n'a pourtant rien à gagner de son affaiblissement ni de sa disparition. Au contraire, héritage de décennies de luttes sociales, notre modèle social est notre acquis de civilisation, il est notre bien commun. Sachons dire combien nous lui sommes attachés, et combien il doit être sauvegardé. Le travail, l'accès au travail, l'éducation, la formation au travail en font partie.

Voilà, pourquoi, en vous félicitant à nouveau pour votre belle médaille du travail, Mesdames et Messieurs, je conclurai mon propos en citant à nouveau Jean Jaurès qui en 1911 écrivait : « Il faut établir l'humanité libre et pensante, l'humanité qui aura une conscience, une volonté et un cœur ! ». A quoi j'ajouterai : et un travail !

Bonne journée à toutes et à tous, et bravo à nos médaillés. Très bon 1er mai à toutes et tous !